

Plus de 1'000 victimes, 87% de civils : Rapport 2026 de l'Observatoire des armes à sous-munitions

EMBARGO JUSQU'AU 8 SEPTEMBRE – 15H (HEURE DE GENÈVE)

Genève, le 3 septembre 2026. L'Observatoire des armes à sous-munitions 2026 révèle que le nombre de victimes de cette arme reste extrêmement élevé en 2025, avec 1063 personnes tuées ou blessées. 87 % des victimes sont des civils. Des armes à sous-munitions ont été utilisées par l'Iran, le Myanmar, la Russie, la Thaïlande et l'Ukraine ; d'autres utilisateurs possibles n'ont pas pu être confirmés. Le retrait de la Lituanie de la Convention en 2025 constitue un coup dur porté à son efficacité. Les États se réuniront à l'occasion de la troisième Conférence d'examen de la Convention, du 14 au 18 septembre à Vientiane, au Laos, où nous les appelons à réaffirmer leur engagement envers la Convention.



Déminage des munitions non explosées (UXO) dans un village cible du Laos. © HI

Note aux rédactions :

- Interview de Daniel Suda-Lang, Directeur de Handicap International Suisse (français, et allemand)
- [Rapport 2026 de l'Observatoire des armes à sous-munitions \(en anglais\) sous embargo jusqu'au 8 septembre 15h \(HEURE DE GENÈVE\)](#)

/ Contact presse

Pauline Wilhelm
p.wilhelm@hi.org
022 710 93 36
handicap-international.ch



Une évolution préoccupante en 2025

- L'Observatoire des armes à sous-munitions 2026 fait état d'un niveau extrêmement préoccupant de dommages causés aux civils par les armes à sous-munitions, avec 1063 victimes recensées dans le monde pour la seule année 2025 — le deuxième bilan annuel le plus élevé depuis que le Moniteur collecte des données.
- Les civils ont représenté 87 % des victimes recensées en 2025. Les enfants restent particulièrement vulnérables face aux sous-munitions non explosées.
- Des victimes d'attaques d'arme à sous-munitions (946) et de restes explosifs (117) ont été recensées dans neuf pays en 2025 : Afghanistan, Cambodge, Irak, Laos, Liban, Myanmar, Russie, Syrie et Ukraine.
- Pour la quatrième année consécutive, l'Ukraine enregistre le plus grand nombre de victimes, reflet de l'utilisation continue et dévastatrice de ces armes dans les zones de conflit : l'Ukraine a recensé au moins 927 victimes d'armes à sous-munitions en 2025 (902 dues à des attaques et 25 à des restes explosifs).

« Chaque année, les civils représentent la grande majorité des victimes. On peut être victime d'une arme à sous-munitions pendant une attaque ou longtemps après la fin des combats, car de nombreuses sous-munitions n'explorent pas à l'impact. Ces restes explosifs ont les mêmes effets que les mines antipersonnel, continuant à tuer ou mutiler des civils — en particulier des enfants — pendant des années. Les États qui utilisent ces armes aujourd'hui, qu'ils aient ou non rejoint la Convention, doivent être condamnés sans équivoque. Le retrait de la Lituanie de la Convention en 2025 a fragilisé les normes humanitaires en matière de désarmement. Les États réunis à la troisième Conférence d'examen au Laos, du 14 au 18 septembre, doivent réaffirmer leur engagement ferme envers le traité et leur condamnation de toute utilisation par tout État. »

Anne Héry, directrice du plaidoyer de
Handicap International

Le défi du déminage des armes à sous-munitions

Les armes à sous-munitions ont été interdites en raison de leurs conséquences humanitaires catastrophiques. Elles peuvent être tirées depuis le sol ou larguées par des avions. Elles s'ouvrent en l'air, dispersant de multiples sous-munitions (ou bombes) sur une large zone, sans faire de distinction entre les populations civiles et les militaires ou entre les infrastructures civiles et militaires. En outre, de nombreuses sous-munitions

/ Contact presse

Pauline Wilhelm
p.wilhelm@hi.org
022 710 93 36
handicap-international.ch



n'explorent pas au moment de l'impact initial - jusqu'à 40 % d'entre elles - qui peuvent blesser et tuer sans distinction pendant des années. On les retrouve souvent dans des champs, des villages et des écoles, mettant en danger les civils — en particulier les enfants.

Le déminage des armes à sous-munitions est extrêmement dangereux en raison du risque élevé de détonation accidentelle, en particulier avec des sous-munitions instables ou détériorées, ce qui représente une menace importante non seulement pour les civils, mais aussi pour les équipes de déminage.

Les sous-munitions sont détruites par explosifs sur le lieu même où elles sont trouvées et, dans de nombreux cas, ne sont pas déplacées. Cela nécessite des équipes hautement qualifiées, du matériel spécialisé et des opérations de longue durée.

L'importance de la Convention

Au total, 27 pays et 2 autres territoires restent contaminés par des restes d'armes à sous-munitions, et deux zones supplémentaires sont soupçonnées de l'être.

Les États parties contaminés par des restes d'armes à sous-munitions ont dépollué 113,98 km² de zones dangereuses grâce au déminage et aux enquêtes de terrain en 2025, soit une hausse de plus de 15 % par rapport à 2024.

La dépollution des terres a permis la destruction d'au moins 64'898 restes de sous-munitions en 2025, contre 83'452 en 2024, alors même que la superficie des terres dépolluées a augmenté.

La Convention en danger

Adoptée le 30 mai 2008, par deux tiers des pays du monde (soit 124 États), ils se sont engagés à respecter les normes fortes et exhaustives de la Convention d'Oslo sur les armes à sous-munitions.

L'Observatoire 2026 recense également 18 pays producteurs (ou États qui se réservent le droit de l'être) d'armes à sous-munitions : Brésil, Chine, Égypte, Grèce, Inde, Iran, Israël, Myanmar, Corée du Nord, Pakistan, Pologne, Roumanie, Russie, Singapour, Corée du Sud, Turquie, Ukraine et États-Unis. Les preuves les plus récentes de production en 2026 concernent la Chine, l'Inde, Israël, la Corée du Nord, la Roumanie, la Russie et la Corée du Sud.

La prochaine Conférence d'examen de la Convention sur les armes à sous-munitions se tiendra du 14 au 18 septembre au Laos — un pays qui abrite

encore des millions de restes d'armes à sous-munitions utilisées il y a plusieurs décennies.

A propos de Handicap International

/ Contact presse

Pauline Wilhelm
p.wilhelm@hi.org
022 710 93 36
handicap-international.ch



[Handicap International \(HI\)](#) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis près de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent « Handicap International » dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et « Humanité & Inclusion » au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

A Genève, [Broken Chair](#) symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.